

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?Gilets-jaunes-une-revolution-sans>



Gilets jaunes : une révolution sans révolutionnaires ? (1/2)

- Documents par thèmes - Luites passées et présentes - Les mouvements sociaux contemporains -

Le mouvement des gilets jaunes

Première partie

Surgissement populaire et démocratie directe en germe

Date de mise en ligne : lundi 10 décembre 2018



Brochure n° 24 *Lieux Communs* Décembre 2018

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Retranscription de l'émission Â« Offensive Sonore Â» consacrée au mouvement des Â« gilets jaunes Â», enregistrée le soir du mercredi 5 décembre 2018 et diffusée le vendredi 7 sur Radio Libertaire (89.4).

Les quelques ajouts ont été mis entre crochets.

Cette émission sera mise en cause par le politburo de Radio Libertaire, qui suspendra l'émission Â« Offensive Sonore Â» pour six mois à partir du printemps suivant. Plus que les causes invoquées (le communiqué à été supprimé depuis), la défense des Gilets jaunes a été la goutte d'eau faisant déborder le vase des émissions précédentes (**que l'on retrouvera ici**) qui égratinaient un peu trop gauchistes, islamo-gauchistes, islamistes, racialistes, communautaristes, etc.

```
.mejs-audio-wrapper-skin-mejs { } .mejs-audio-wrapper-skin-mejs > audio{ height:40px !important; display: block; width: 100% !important; background: #666; }
```

Ce texte fait partie de la brochure n°24 Â« **Le mouvement des gilets jaunes Â»
Surgissement populaire et démocratie directe en germe**

http://www.collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=IMG/png/couv24-2.png&taille=300&1621970989

Elle sera bientôt en vente pour 3 € **dans nos librairies**. Les achats permettent notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également **nous aider à la diffusion**).

Elle est intégralement téléchargeable **dans la rubrique brochures**

Sommaire :

- **[Introduction : la révolution précipitée](#)**
- * **[« Gilets jaunes » : la démocratie directe en germe ? \(Tract\)](#)**
- **[Le mouvement des « gilets jaunes » \(Synthèse\)](#)**
- **[Réponses aux objections du désordre établi \(Argumentaire\)](#)**
- **[Le piège des réseaux sociaux \(Analyse\)](#)**
- **[Tentations révolutionnaires et risque de chaos \(Analyse\)](#)**
- « Une révolution sans révolutionnaires » ? â€” ci-dessous
- **[Gilets jaunes et démocratie directe : convergences et obstacles \(Exposé\)](#)**
- **[« Les gens expérimentent et ils ont raison de le faire » \(Émission\)](#)**

- [Quatrième de couverture](#)

Sommaire

Présentation

- L'originalité de la situation provoquée par les gilets jaunes
- La question écologique
- Des précédents du mouvement des gilets jaunes ?
- Sur les revendications
- A propos des réseaux sociaux
- Les gilets jaunes et la banlieue
- L'inconnue de l'extrême-droite musulmane

Cyrille : Nous sommes le 5 décembre et nous allons parler d'actualité, même si les choses changent très vite. C'est une émission enregistrée consacrée aux « Gilets jaunes » avec Quentin de *Lieux Communs*, que l'on invite assez souvent pour organiser des débats. Je lui laisse la parole, il y aura aussi Daman qui va intervenir.

L'originalité de la situation provoquée par les gilets jaunes

Quentin : Bonsoir à tous. Nous sommes donc le 5 décembre, la date est importante parce que les choses évoluent effectivement rapidement. On va essayer de faire le point sur la situation. L'émission va se dérouler sous la forme de discussion – parce qu'il n'y a pas de thèses particulières à présenter – et on verra les différents points de vue, les contradictions qui émergent. Quelques mots d'introduction.

Je voulais essayer de cadrer un peu la discussion en dégagant les points originaux de la situation. Nous vivons en France depuis trois semaines une situation qui est très particulière : en quoi est-elle très particulière ? Je vais formuler quatre ou cinq points qui me semblent important de préciser.

- Le premier est assez évident : on voit le surgissement d'un mouvement en provenance d'une population qui, jusqu'ici était sous-représentée, dans les médias, dans les syndicats, dans les partis, dans toutes les institutions. C'est la France qu'on dit « périphérique », péri-urbaine, relativement rurale, la France des oubliées, la France des « beaufs », de Johnny, de Patrick Sébastien, et dont on entend rarement parler depuis vingt ou trente ans. Elle surgit là, avec les « Gilets jaunes » : les points de blocage, les lieux de mobilisation, les types de revendications, sont assez clairs.
- Deuxième point qui renforce cette originalité : c'est un mouvement auto-organisé. Il part de ce « désert français » et ne s'appuie donc sur aucun cadre, ni politique, ni syndical, ni associatif, ni idéologique et cela le rend extrêmement intéressant. Ces gens se sont donc auto-organisés, *via* les « réseaux sociaux » – essentiellement *Facebook*, très peu *Twitter* de ce que j'en sais. C'est donc une auto-organisation pratique improvisée au début, mais par la suite elle s'est affirmée ; il y a aujourd'hui un réel refus de l'organisation telle qu'on la connaît, avec des hiérarchies, des représentants, etc. Cela conduit à des revendications de démocratie directe extrêmement intéressante parce qu'on ne les a presque jamais entendues en France jusqu'à maintenant.
- Troisième point : une adhésion populaire exceptionnelle. L'opinion publique est très favorable au mouvement, on a parlé de 70 à 85 % de soutien d'après les sondages, mais les sondages ne sont que ce qu'ils sont. Ce que l'on voit dans les médias et ce que rapportent les gilets jaunes eux-mêmes, les automobilistes y sont très favorables dans leur immense majorité. Il y a des frictions, des tensions, des accidents, mêmes, mais le soutien reste presque sans faille. Et même les épisodes de violences ne sont pas au discrédit du mouvement ; le soutien perdure quoi qu'il arrive.
- Quatrième point : le pouvoir est faible. Le président Macron est issu d'un quasi-*putsch* institutionnel,

médiatico-politique, mené il y a un an et demi. Alors que F. Fillon était en voie de remporter l'élection, que M. Le Pen était depuis longtemps la favorite, on a eu un Macron, sorti de nulle part, porté par les médias, qui est l'enfant de l'oligarchie et qui est venu rafler la mise à travers un parti fantomatique qui n'existe pas en réalité, c'est une espèce de nébuleuse. Il se retrouve aujourd'hui tout seul, sans réelle opposition et avec un parlement-croupion, c'est-à-dire des parlementaires qui sont derrière lui mais qui n'ont aucun contenu, aucune contenance, des technocrates, des arrivistes, très jeunes pour la plupart, effectivement issus de la société civile, ils s'en vantaient, mais totalement carriéristes et pour la plupart incompetents. Et tout cela contraste violemment avec le public des gilets jaunes. Macron est hautain, arrogant, c'est comme ça qu'il est perçu, et qui se trouve aujourd'hui en face-à-face avec le mouvement. Il n'y a plus de corps intermédiaires entre un mouvement nu, auto-organisé et populaire, profondément enraciné, et sa personne – d'où les slogans « *Macron démission !* ». Il cristallise énormément de haine. [A cela se rajoute la défection des petits maires en région et, bien sûr, la lassitude des forces de l'ordre.]

- Cinquième et dernier point original de la situation, en tous cas qui pèse sur le contexte, c'est la banlieue qui semble commencer à se mobiliser à travers les lycées. Pour l'instant en banlieue on a une grande distance vis-à-vis des gilets jaunes, en tous cas la jonction n'est pas faite du tout et il est possible qu'elle se fasse. La grande question est : selon quelles modalités peut-il y avoir une rencontre entre le monde de la banlieue et le monde des gilets jaunes ?

Voilà, c'était quelques points qu'il me semblait important à poser en début de débat.

La question écologique

C : Très bien. Alors le premier point que je voudrais aborder c'est la question de l'augmentation des taxes sur le diesel, même si cela paraît anecdotique maintenant. Les mots d'ordre ont beaucoup évolués mais au départ, c'était cette augmentation qui en plus était présentée de manière assez hypocrite comme une mesure écologique.

Une phrase a été prononcée : il y a des gens qui se battent « *contre la fin du monde* », les autres « *pour leur fin de mois* »... Alors vu sous l'angle de l'écologie, on a du mal à s'extasier devant les mots d'ordre, le fait de rouler au Diesel... Après il y a aussi cette division entre ruralité et ville qui peut ressurgir. Comment perçoit-on ça ? Bien sûr c'était l'étincelle qui a fait partir le mouvement mais c'est vrai que lorsqu'on a du mal à boucler la fin du mois et qu'on nous dit qu'il faut quand même faire un effort sur l'écologie et que cela vient des gens qui méprisent complètement cette population-là, ça peut effectivement cristalliser un mouvement. D'ailleurs il y avait juste avant l'étonnement du pouvoir sur les oppositions aux limitations des routes à 80 km/h. Pour les citadins comme moi qui n'ont pas de voiture, cela paraît du bon sens, pour éviter les accidents, mais cela a été vu comme du mépris lancé par un pouvoir centralisé et autoritaire et avait été à l'origine de réactions importantes pour quelque chose qui paraissait anecdotique.

Daman : C'est vrai que le mouvement est parti sur cette base-là mais très rapidement, au bout de la première semaine, on avait complètement dépassé ça et on était déjà plus sur le pouvoir d'achat, la vie chère, les salaires bas, l'opulence des riches et leur indécence. Très vite cette question-là a été dépassé. Sur l'écologie, de ce que j'ai vu et discuté, on a l'impression d'une opposition entre une France péri-urbaine, rurale et foncièrement contre l'écologie et qui manifesterait de manière droitière leur droit à polluer, alors qu'en réalité les gens sont sensibles à la question écologique mais ils portaient la question sur des aspects pratiques du quotidien ; pouvoir emmener leurs enfants au cinéma, faire leurs courses, etc. et ça ce sont des questions éminemment politiques ; pouvoir remplir son frigo, pouvoir manger, payer son loyer, etc.

Q : Il y a une vraie colère, une rage qui s'exprime notamment dans les rues sous forme d'affrontements violents. On ne sait pas comment va se dérouler la manif de samedi prochain, le 8 décembre, mais on a là quelque chose de viscéral qui s'exprime.

Avant d'en venir à l'écologie, j'ai envie de dire quelque chose sur l'origine de la colère. Les gens que l'on voit se mobiliser, ce sont des gens qui jouent le jeu du système, de manière très objective : Ils jouent le jeu des crédits, de la propriété, des

enfants, du travail, du salariat, de la société de loisirs... Ils croient aux promesses de la société actuelle, au modèle qu'elle propose. C'est discutable, mais c'est comme ça. Et ils sont extrêmement déçus parce que quelque chose est en train de changer. Qu'est-ce qui change ? Je crois qu'il y a une rupture du contrat social entre les élites et le peuple. En gros : depuis la fin des mouvements révolutionnaires en France, on va dire entre le début et le milieu du XXe siècle, une sorte de contrat s'était établi : une passivité politique de la part du peuple en échange de la société de consommation, de l'élévation du niveau de vie et la sécurité physique. Et ce contrat est rompu à l'initiative des élites, qui reprennent du poil de la bête, du fait de l'affaiblissement des mouvements d'émancipation, provoquent l'augmentation des inégalités, décuplent les prélèvements, les délocalisations, la précarisation, la désertification. Et ces populations, qui ont cru à ce contrat, et à raison pendant des décennies, sont en train de réaliser qu'il est rompu : les élites ne tiennent plus leurs promesses. Et eux sont soumis à un déclassement, une sensation ou un début réel de déclassement. Pas une réelle paupérisation pour la plupart, mais un tassement du niveau de vie, voire un début de recul. C'est donc un mouvement qui vient de loin, de très loin. Il va falloir réinventer un autre contrat que celui-là.

Alors bien sûr, l'oligarchie justifie son pillage par l'écologie mais le tragique est qu'elle a en partie raison... Du point de vue écologique, il est *inévitabile* que nous consommons de moins en moins, notamment de l'essence. Si l'on s'y oppose, là le chantage est là évident, c'est que vous n'êtes pas écologique, vous ne pensez qu'à votre confort et vous négligez le sort de la planète. Le chantage est odieux.

La seule manière dont on peut s'en sortir à mon avis est de dire qu'il n'est pas possible de mener une politique écologique en situation d'injustice sociale. À partir du moment où il y a une différence énorme et croissante entre les couches sociales, c'est-à-dire une élite hyper-consommatrice qui incarne le modèle de la société et un appauvrissement en bas, on ne peut pas parler d'écologie. Dans ce contexte, il est impossible de demander aux gens qui ont de moins en moins de se serrer la ceinture, même pour de bonnes raisons alors qu'il y a un enrichissement effréné en haut. Ça, c'est un discours qu'on entend peu chez les écologistes [sauf depuis trois semaines]. Tantôt ils sont d'accord avec les gilets jaunes parce que ce sont des gens de gauches et qu'ils compatissent avec la souffrance, tantôt ils se taisent ou ruent en disant : « *Oui mais quand même l'écologie* »... Ça me paraît une faille extraordinaire dans le discours écolo depuis vingt ou trente ans : la dissociation entre la question sociale et la question écologique. Alors que l'articulation me semble évidente : si on doit moins consommer, s'il doit y avoir austérité, et il va y avoir austérité dans les décennies qui viennent d'une manière ou d'une autre, il faut que ce soit dans l'égalité, une relative égalité. Et les premiers à montrer l'exemple doivent être les plus hautes couches de la société, évidemment. C'est un discours que je n'entends jamais et c'est très dommageable parce qu'on est en train de rater un coche.

Tu as raison, Daman, le mouvement a beaucoup évolué, l'éventail des revendications s'est considérablement élargi, mais il est en train de se resserrer autour du pouvoir d'achat. Et notamment à cause de la récupération par la gauche, la France *Insoumise* et peut-être bientôt les syndicats. Et là on aura raté l'occasion de poser la question de l'inégalité sociale du point de vue de l'écologie.

C : Si je résume un peu : s'il y a une écologie possible, elle doit commencer par le dessus... Personnellement, si je me fie à quelques retours, venant des réseaux sociaux, de ma famille, etc. – parce qu'on en a peu parlé mais à Paris on n'y participe pas, on est plutôt spectateur – le discours est plutôt une réaction contre la culpabilité : « *j'ai acheté du diesel parce que pendant dix ans on m'a dit de le faire, c'était mieux même du point de vue écologique, et maintenant c'est encore à moi de payer, encore et encore* »... Dans les campagnes on a fermé les gares, les lignes d'autocar, c'est un non-sens, alors qu'en ville on a toutes les infrastructures de transport, des bus, du métro.

Q : Bien sûr, c'est la partie de la population la plus dépendante de l'essence, du moins directement. Cette question de l'écologie est terrible parce qu'aujourd'hui on voit bien que l'oligarchie s'en sert pour justifier son pillage et considère qu'une partie de la population qui travaille et joue le jeu du modèle dominant devient la poule aux œufs d'or, c'est celle que l'on taxe le plus et c'est cette injustice que soulèvent les gilets jaunes.

D : Ça me fait penser à une revendication : « **Plutôt que d'augmenter les frais les chauffage, aidez-nous à changer les fenêtres et à isoler nos habitations** ». C'est du bon sens...

Q : Bien sûr, ou taxer le kérosène ou le carburant les entreprises, etc. On voit bien que la politique suivie n'est pas du tout

écologique, ce n'est plus devenu qu'un prétexte. C'est absolument odieux, c'est une manipulation. Et j'entends très peu d'écologiste s'insurger de ça, alors qu'ils sont au premier plan et que c'est totalement odieux d'instrumentaliser la destruction des écosystèmes et l'épuisement des ressources pour justifier la domination sociale. C'est terrible.

C : Les discours sont aussi très caricaturaux : on entend que les gilets jaunes sont cons, qu'ils sont pour le diesel... Sur une interview de BFM, un gilet jaune défendait le diesel avec des arguments implacables en disant : « Vous poussez à la fabrication de voitures électriques qui sont beaucoup plus polluantes, tout en poussant à la sortie du nucléaire, mais si tout le monde se met à la voiture électrique, c'est trois centrales en plus »... Quelle est la cohérence de ce gouvernement ? Ce sont des messages contradictoires. On peut dire que la voiture c'est fini, mais ce n'est pas possible sur le terrain. On peut penser à des alternatives, mais il n'y en a pas beaucoup. L'augmentation des taxes sur le diesel, c'est vraiment le pansement sur une jambe de bois. Après on va augmenter l'essence ? et quoi ? Les gens vont se mettre au vélo du jour au lendemain ? Il n'y a aucune logique.

D : On a aussi l'impression qu'on a presque vingt ans de politique de non-sens dans les zones rurales : fermeture des petites lignes, augmentation du prix du train par la généralisation du TGV, etc. J'ai l'impression que là nous pète à la gueule des années de politique anti-écologique.

Q : Je pense que c'est même bien plus que ça. L'indécence très profonde de la situation est due au fait qu'on se heurte à un mur, celui de l'écologie. C'est-à-dire que le modèle proposé, la société de consommation, l'augmentation continue du niveau de vie est *intenable* écologiquement. C'est une limite *externe* à la société : on ne peut pas décider qu'il y a plus ou moins de pétrole. Il y en a de moins en moins et la consommation d'énergies carbonées ne cesse d'augmenter et cela provoque un bouleversement climatique. Nous arrivons au bout d'un système et il n'y a pas de solution *a priori*. Nous sommes la civilisation de la bagnole, cela fait une centaine d'années que c'est le symbole de la virilité, de l'énergie, de l'indépendance, de la réussite sociale et aujourd'hui on cherche à en sortir : c'est extrêmement difficile.

Et la transition énergétique ou écologique qu'on nous vend est une imposture : elle n'est pas possible. Il faudra qu'on passe par une réduction de la consommation, de toute manière, *quoi qu'il se passe*. Et cette réduction de la consommation générale – de l'énergie, des objets, etc. – n'est acceptable que dans une situation d'égalité sociale ou de relative égalité. Moi je milite pour une égalité des revenus : on peut considérer que c'est radical, mais je vois mal l'instauration d'une austérité, en langage écolo on dit « *sobriété* », dans cette situation d'inégalité croissante.

Seconde chose : effectivement, il n'y a pas de solution, les voitures électriques sont une absurdité, les batteries fonctionnent au lithium, contiennent des produits très polluants, nécessitant des terres rares qu'il faut trouver, c'est toute une machinerie industrielle qu'il faut alimenter, bref, ce n'est pas *du tout* écologique. Il n'y a donc pas de solution *a priori*. La sortie de l'impasse écologique dans laquelle la civilisation occidentale – la *civilisation* ! – est engagée, ne se trouvera qu'à travers un bouleversement *immense*. Et ce bouleversement peu se faire de manière autoritaire, c'est le pire des scénarios, ou de manière égalitaire, et les gilets jaunes montrent peut-être le début de cette deuxième option : la transformation de la société prenant en compte les contraintes écologiques et cherchant des solutions à ça. C'est très complexe, on ne va pas traiter de ça ce soir, mais ce que j'attendrais du mouvement en cours – et ce n'est pas à direction qu'il est en train de prendre, ce qui m'inquiète – c'est qu'il arrive à poser ce genre de chose. Aujourd'hui, les gilets jaunes ne semblent plus parler que de pouvoir d'achat, mais c'est encore un mouvement extrêmement ouvert, hétéroclite et démocratique et l'intérêt serait qu'il puisse avoir, à l'intérieur de lui-même, ce genre de débat qu'on a ce soir. Et arriver à réinventer par la base une société qui conjugue égalité sociale et tactique énergétique. Mais il n'existe aucune solution *a priori*. Mélenchon n'a pas la solution, Le Pen non plus, Trump non plus, ni Salvini, ni qui que ce soit...

Des précédents du mouvement des gilets jaunes ?

C : Ce ne sont que des récupérations politiques...

Je vous propose qu'on sorte de ce thème-là pour aborder le deuxième. On a parlé du changement des

revendications, de plus en plus orientées vers le pouvoir d'achat, et même le terme est piégeux on ne parle plus de hausse des salaires, et on est encore dans la consommation. Cela amène peu de perspectives, révolutionnaires, en tous cas. Beaucoup de gens essaient de comparer ce mouvement-là à d'autres, mais il est assez incomparable. Au début on comparait les gilets jaunes aux « Bonnets Rouges » quant aux revendications, mais là ce n'est pas du tout localisé, ce ne sont pas les patrons qui mènent la danse, ce n'est pas aussi droitiste. On a comparé à des mouvements à l'étranger : on a parlé de populisme, relativement aux catégories de populations concernées...

Moi ça me fait penser à l'Ukraine, même si c'est très différent. Le mouvement Maïdan en 2015 a commencé comme une mini guerre civile autour du parlement et s'est terminé par des assemblées de quartier. J'ai enregistré une émission précédemment sur le thème, donc on va en parler ultérieurement ici. Il y a cette défiance vis-à-vis du pouvoir, qui perdure : il y a sans cesse de nouveaux partis qui arrivent mais sans dépasser les 10 %. c'est une espèce de nébuleuse qui cherche une solution. C'est aussi un mouvement qui est parti de leur demande d'adhésion à l'UE, et s'est complètement élargi par la suite. Il y a aussi beaucoup de différences, par exemple, l'auto-organisation, l'assembléisme y était vraiment important alors qu'avec les gilets jaunes, on dirait que la priorité était vraiment donnée aux actions. Donc en gros : à quoi se référer, à quoi comparer les gilets jaunes ?

Q : C'est difficile comme question. Un mouvement auto-organisé à ce point, et qui tient à son indépendance à ce point, c'est extrêmement rare. On compare les gilets jaunes au mouvement cinq étoiles en Italie, mais très rapidement le mouvement, plutôt poujadisme, s'est fait encadré par le parti, et l'a mené au pouvoir. Ce n'est pas, à l'heure qu'il est, la direction que prend le mouvement des gilets jaunes... On peut essayer de comparer à Mai 68, mais il s'est produit à l'époque une sorte de révolution à l'envers : tout a commencé par les étudiants avec des mots d'ordre très généraux ; « changer la vie », changer la société, les relations entre les gens... et tout cela a fini, avec les accords de Grenelle – qui passent pour une réussite, de manière totalement irrationnelle – par une discussion pour quelques pourcentages d'augmentation, les congés payés, etc. Nous, nous vivons plutôt une « révolution dans le bon sens » : ça commence par contester une taxe sur l'essence, on parle donc chiffres, et aujourd'hui on discute de questions extrêmement intéressantes, larges et contradictoires, qui traversent largement les partis politiques.

On se retrouve avec des revendications de tous les partis politiques, mélangées, de droite, de gauche, d'extrême-gauche, d'extrême-droite et qui semblent contradictoires, du moins *a priori* selon la grille de lecture habituelle. Un des enjeux du mouvement, pour moi, serait d'arriver à redécouper le paysage idéologique à travers des débats, des discussions, sur le moyen terme, à reposer des choses nouvelles. Si j'avais une comparaison à faire, ce serait plutôt en me référant aux alentours du XIXe siècle, le mouvement ouvrier qui repose alors la question de l'égalité et de la liberté sur le terrain économique et social, c'est-à-dire qui reprend les idéaux de la Révolution Française et parvient à les remanier et à les faire entendre d'une manière différente. Ce n'est plus l'égalité très formelle de la République, mais l'égalité sociale, *réelle*, entre les gens. Bien sûr, aujourd'hui on en est très loin, je vous fais part d'un rêve, mais il me semble que l'enjeu des gilets jaunes c'est ça : arriver à changer *de* monde, non pas *le* monde, mais le cadre dans lequel on pense les choses. Ne plus penser en termes d'opposition, par exemple, entre le pouvoir d'achat et l'écologie, ou entre le progressisme et le conservatisme. En réclamant une Constitutante, le mouvement est progressiste, mais en réclamant la fermeture des frontières, il est plutôt conservateur. Il y a là un enjeu fondamental que l'on n'a pas vu, j'ai l'impression, dans la France du XXe siècle.

(.../...)

[Seconde partie disponible ici](#)